

Article 31 du Règlement

neuf jours, ce qui les expose aux intempéries et à la famine, au point que trois sont morts dans les montagnes.

M^{me} Lopez, qui a été emprisonnée et torturée pendant trois mois par les forces armées plus tôt cette année, sera probablement torturée encore et peut-être assassinée avec les autres prisonniers.

Je demande au premier ministre de dire publiquement à son excellent ami, le président Bush, que les Canadiens détestent la tyrannie sanglante que les États-Unis et leur gouvernement imposent au Salvador et qu'ils exigent la libération immédiate de ces prisonniers en bonne santé.

* * *

LA SEMAINE DE LA PETITE ENTREPRISE

Mme Edna Anderson (Simcoe-Centre): Monsieur le Président, à l'occasion de la Semaine de la petite entreprise, je voudrais préciser que la petite entreprise est l'un des principaux catalyseurs de la croissance économique et de la création d'emplois. Des centaines et des milliers de Canadiens ont fait le saut et fondé leur propre entreprise. Ils prennent des risques et consacrent toutes leurs ressources et de longues heures au succès de leur entreprise.

Depuis 1984, le Canada est au premier rang de tous les grands pays industrialisés pour ce qui est de la création d'emplois et cela est attribuable dans une large mesure à la santé du secteur de la petite entreprise. Cette semaine est consacrée à la petite entreprise, et le gouvernement est fort conscient de l'importance de sa contribution à l'économie du pays. Nous tentons, par le biais de notre politique et de nos programmes, de favoriser la croissance des entreprises existantes et la création d'autres sociétés, grâce à l'esprit d'entreprise.

* * *

LA GARDE CÔTIÈRE

M. Ron MacDonald (Dartmouth): Monsieur le Président, une fois de plus, le gouvernement fédéral affiche son mépris pour les hommes et les femmes qui consacrent leur vie à la fonction publique du Canada.

Plus tôt cette semaine, je me suis joint à un piquet d'information et j'ai alors pu discuter avec certains hommes et certaines femmes travaillant sur les navires de la Garde côtière. Ce sont eux qui permettent aux navires de pêche, aux navires marchands et aux bateaux de plaisance de naviguer en toute sécurité dans les eaux canadiennes. Ils travaillent sur des bateaux armés de surveillance des pêcheries chargés de protéger la souveraineté du Canada et surveiller les très importants stocks de poisson sur la côte est. Ils remorquent également des péniches et tra-

vailent sur des pétroliers, des navires de recherches pour la défense, et des bateaux-pompes dans les ports côtiers. Ils assurent un service essentiel et louable de façon tout à fait honnête.

Or, ces gens sont sans convention collective depuis plus de deux ans, et la faute en incombe au gouvernement. Comme si cela ne suffisait pas, le gouvernement insiste pour continuer à appliquer des taux de traitement régionaux dans le cas des conventions en question.

En tant que député représentant certains de ces employés, je m'offusque vraiment de voir ces travailleurs, mes électeurs, traités de façon aussi dure et discriminatoire. J'exhorte le gouvernement à commencer à négocier de bonne foi et à conclure un accord équitable supprimant la pratique injustifiable et discriminatoire qui consiste à payer les gens en fonction de leur lieu de résidence et non de leurs tâches.

* * *

LA PETITE ENTREPRISE

M. Brian O'Kurley (Elk Island): Monsieur le Président, cette semaine, dans la circonscription de Elk Island, nos hebdomadaires ont souligné l'importance de la petite entreprise. L'un de ces journaux, le *Fort Saskatchewan Record*, a insisté sur les avantages de la TPS pour les petites entreprises.

Le journal faisait mention des mesures spéciales qui seront mises en oeuvre pour aider les petites entreprises à passer du régime de l'ancienne taxe de vente fédérale à celui de la nouvelle TPS, dont l'exonération de petit commerçant, les méthodes comptables abrégées, l'obligation de présenter moins souvent les documents, le paiement, par Ottawa, de frais d'administration jusqu'à concurrence de 600 \$ et une aide financière pour modifier les caisses enregistreuses.

Autre point important, le *Record* apprenait à ses lecteurs qu'après l'introduction de la TPS, le gouvernement fédéral versera 600 millions de dollars aux petites entreprises. Au nom de toute la population de Elk Island, je rends hommage à la petite entreprise qui contribue au mieux être de notre collectivité et qui apporte beaucoup à l'économie canadienne.

* * *

LES AFFAIRES INDIENNES

M. Jim Fulton (Skeena): Monsieur le Président, les gouvernements du Canada et de la Colombie-Britannique doivent entamer immédiatement des négociations avec les Premières nations de la Colombie-Britannique au sujet de leurs titres et de leurs droits.